CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CP/PV.1114
19 août 2008

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE CENT QUATORZIEME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 19 août 2008, à 10 h 15

Président: M. Germán MUNDARAÍN HERNÁNDEZ (Venezuela)

(Le Président)

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je déclare ouverte la 1114^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux Messagers de la paix de Nagasaki et aux citoyens de Nagasaki qui en cet instant se signalent en levant leur pancarte, et qui sont ici parmi nous porteurs de pétitions en faveur de l'abolition des armes nucléaires. Pour la Conférence, il est encourageant que les jeunes générations japonaises aient manifesté des années durant un profond intérêt pour la limitation des armements et le désarmement, ainsi que pour les travaux menés par cette instance. Nous leur souhaitons la bienvenue et les remercions de l'intérêt qu'ils portent à la Conférence.

Puisque c'est la première fois que je prends la parole devant la Conférence, je souhaite profiter de cette occasion pour dire quelques mots. Mesdames et Messieurs les représentants, je tiens à remercier ceux qui m'ont précédé à la présidence tout au long de la session de 2008: l'Ambassadeur de Tunisie, M. Samir Labidi; l'Ambassadeur de Turquie, M. Ahmet Üzümcü; l'Ambassadeur d'Ukraine, M. Yevhen Berscheda; l'Ambassadeur du Royaume-Uni, M. John Duncan; et l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique, M^{me} Christina Rocca, pour les efforts qu'ils ont déployés sans relâche en vue de permettre à la Conférence d'avancer dans ses travaux. De même, je souhaite remercier le Secrétaire général de la Conférence du désarmement, M. Sergei Ordzhonikidze, et à travers lui tous les membres du secrétariat de la Conférence pour le soutien qu'ils nous apportent dans l'accomplissement de notre tâche.

Il convient aussi de saluer la précieuse contribution des sept Coordonnateurs, les Ambassadeurs Juan Martabit (Chili), Sumio Tarui (Japon), Marius Grinius (Canada), Babacar Carlos Mbaye (Sénégal), Petko Draganov (Bulgarie), Dayan Jayatilleka (Sri Lanka), Wesaka Puja (Indonésie), et de tous les représentants auprès de la Conférence.

Le Venezuela apprécie l'honneur qui lui est fait de présider la Conférence du désarmement et se plaît à réaffirmer son engagement en faveur des institutions et accords existants en matière de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération. Selon nous, la Conférence est une composante essentielle du système multilatéral en la matière, et elle est appelée à jouer un rôle de grande importance dans les circonstances historiques que nous observons aujourd'hui. La Conférence du désarmement, dont la naissance et le développement ont eu une énorme importance, doit retrouver le droit chemin en menant les activités qui lui permettront d'atteindre ses objectifs. Nous estimons que des efforts sont actuellement déployés pour rattraper le temps perdu et pour que la Conférence réponde aux aspirations des peuples. Cette impression actuellement ressentie d'une montée en puissance repose sur l'intérêt grandissant manifesté pour la question, les espoirs qu'elle suscite et les nombreuses visites effectuées ces derniers temps à la Conférence par des personnalités.

Nous traversons une époque d'une grande complexité politique, perceptible à tous les niveaux. Nous devons composer avec les complexités, sans perdre de vue l'objectif du renforcement de l'ordre juridique international en matière de limitation des armements. La mission qui est la nôtre exige de notre part une volonté politique inébranlable, fondée sur un dialogue constructif, transparent, participatif et à l'écoute de chacun. L'engagement en faveur de la paix, du désarmement, du développement et des droits de l'homme de nos peuples nous oblige à sortir la Conférence de son enlèvement. Nous savons bien que nous vivons une période d'une

(Le Président)

grande complexité sur le plan politique, mais nous savons bien aussi que les instances multilatérales sont par nature des lieux où il est possible d'œuvrer pour la paix et la sécurité internationales.

Pour faire face aux menaces et aux incertitudes qui pèsent sur nous, la Conférence du désarmement adopte chaque année un ordre du jour qui reprend les principaux thèmes en matière de désarmement et de limitation des armements. Le désarmement nucléaire est considéré par nombre de délégations comme la raison d'être de la Conférence. Dans la première résolution qu'elle a adoptée, l'Assemblée générale des Nations Unies lançait déjà un appel en faveur de l'élimination des armes nucléaires. En attendant la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire, il faut accorder des garanties négatives de sécurité contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires contre des États qui n'en possèdent pas. Il reste à parvenir à un consensus sur les meilleurs moyens d'octroyer ces garanties. La négociation, la signature et l'entrée en vigueur d'un traité interdisant la production de matières fissibles pour la fabrication de dispositifs explosifs constitueraient un progrès important sur la voie du désarmement et de la non-prolifération nucléaire. Aucune délégation n'a refusé de négocier un tel instrument, mais il subsiste des points de détail sur lesquels il faut encore parvenir à un consensus. La préservation de l'espace extra-atmosphérique en tant que patrimoine de l'humanité à des fins pacifiques est une priorité de notre Conférence. Tout porte à croire qu'il est nécessaire de renforcer le régime juridique visant à préserver ce bien.

Parmi les responsabilités qu'il doit assumer à la présidence de la Conférence du désarmement, le Venezuela a pour tâche primordiale de rédiger, négocier et présenter en octobre prochain à l'Assemblée générale des Nations Unies le rapport sur les activités menées par la Conférence du désarmement au cours de l'année 2008. Nous espérons nous acquitter de cette tâche dans la plus grande concertation possible, avec humilité et efficacité. Nous ne doutons pas de votre coopération à tous pour le succès de cette entreprise. Nous présenterons le projet de rapport annuel conformément à la section XIII du Règlement intérieur de la Conférence du désarmement, dans les délais et les conditions fixés par ledit Règlement.

La position du Venezuela sur la proposition de programme de travail qui figure dans le document CD/1840 est dictée par sa conviction que ce texte peut servir de base pour sortir la Conférence de l'impasse. Nous savons qu'il est difficile de parvenir à un consensus dans une instance plurielle et variée telle que la Conférence. Pour nous, il est d'une importance vitale de s'entendre sur un programme de travail, que nous considérons comme une base minimale pour avancer et sortir de l'inertie. Ce serait là le dispositif idéal pour garantir le renforcement et l'existence même de la Conférence. Nous avons conscience que toute œuvre humaine est perfectible, et nous invitons tous les membres de la Conférence à enrichir cette proposition de programme de travail et à l'améliorer, en soumettant des amendements réalistes, constructifs et raisonnables qui tiennent compte des préoccupations que nous avons tous en la matière. Pour ce qui est du document CD/1840, il serait bon que toutes les initiatives soient prises de telles façons que cet instrument façonné collectivement n'exclue aucun de nous et permette de faire en sorte que le programme de travail satisfaisant à ces critères soit suffisamment solide pour gagner la confiance requise. Il faut éviter que quiconque se sente exclu.

(Le Président)

Si l'on compare les progrès accomplis cette année avec ceux obtenus par le passé, on est en droit de se montrer optimiste. C'est notamment pour cela que nous apprécions et saluons la contribution du collègue des six Présidents qui, a, selon nous, dynamisé la Conférence en assurant la continuité, la cohérence et une large participation et en aidant à créer un consensus. Nous sommes convaincus que nous avons progressé sur la voie qui permettra de surmonter les obstacles; nous avons été témoins d'appels répétés à la conclusion d'un accord définitif. Il faut maintenant passer des paroles aux actes, et il est indispensable que chacun s'y emploie.

Avant de donner la parole aux orateurs inscrits sur la liste pour la séance d'aujourd'hui, j'aimerais saisir cette occasion pour dire au revoir, au nom de la Conférence et en mon nom propre, à nos distingués collègues, l'Ambassadeur de Finlande, M. Kahiluoto, et l'Ambassadeur de France, M. Dobelle, dont les mandats à Genève sont sur le point de s'achever. Au nom de la Conférence et en mon nom propre, j'aimerais leur dire toute notre reconnaissance pour les multiples et précieuses contributions qu'ils ont apportées à nos travaux tout au long de leur mandat, et leur souhaiter sincèrement de réussir dans leurs nouvelles activités et d'y trouver toute satisfaction.

J'aimerais maintenant revenir à la liste des orateurs du jour. Y sont inscrits les représentants suivants: l'Ambassadeur de France, M. Jean-François Dobelle, et l'Ambassadeur du Pakistan, M. Khan. Je donne la parole à l'Ambassadeur de France, M. Dobelle.

M. DOBELLE (France): Monsieur le Président, tout d'abord je souhaiterais vous remercier pour les paroles aimables que vous avez dispensées à mon endroit. Je souhaiterais aussi vous féliciter, vous-même ainsi que votre pays, pour votre accession à la présidence et vous assurer du plein soutien de la délégation française dans la tâche difficile qui sera la vôtre.

Monsieur le Président, je parlerai ici à titre strictement personnel et les propos qui vont suivre n'engagent que moi. Que la Conférence du désarmement tienne ses sessions dans la salle du Conseil, la plus belle de tout le Palais des Nations Unies à Genève, n'est sans doute pas le fait du hasard. On peut y voir au moins deux symboles. Tout d'abord, cette salle s'appelle également salle «Francisco de Vitoria», en hommage à l'œuvre des théologiens et juristes de l'école espagnole du droit naturel et du droit des gens. Vitoria, qui appartenait à l'ordre des dominicains, est considéré comme l'un des pères fondateurs du droit international public. Visionnaire, il s'est fait le promoteur d'une morale internationale nouvelle susceptible d'être étendue à tous les peuples de la Terre, valable pour tous les hommes et adaptée à l'unité fondamentale du genre humain. Il concevait le monde comme une unité politique («*une orbis*») ayant le pouvoir de faire des lois applicables à toutes les nations et à tous les hommes. Au XVI^e siècle, époque tourmentée, marquée par les grandes découvertes, les conflits religieux et les guerres de conquête du Nouveau Monde, il affirmait notamment que «la différence de religion n'est pas une cause juste qui vaille une guerre» pas plus que «le désir d'empire» ou que «la gloire» ou encore «quelque autre profit du Prince». Il pensait qu'il n'y aurait ni paix ni concorde tant que la violence ne serait pas éliminée comme moyen de droit.

Dans les années 90, la Conférence du désarmement a accompli indéniablement une œuvre que Francisco de Vitoria n'aurait pas reniée, en négociant en son sein au moins deux conventions très importantes qui ont marqué des avancées décisives dans l'élaboration du droit international du désarmement. Je veux bien évidemment parler de la Convention sur l'interdiction des armes

chimiques et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ce dernier n'étant malheureusement toujours pas entré en vigueur.

Autre symbole lourd de signification, les peintures murales de cette salle, réalisées durant l'entre-deux-guerres par le grand artiste catalan José María Sert. Ce fut le plus connu des créateurs de peintures murales en Europe de la première moitié du XX^e siècle. Grand ami du poète, dramaturge et diplomate français Paul Claudel, ayant élu domicile à Paris, son art, baroque et maniériste, se caractérise par une propension au grandiose, les choses et les êtres de la vie réelle apparaissant au travers d'un langage hyperbolique et démesuré. Se tordent des foules compactes, pleines d'élan et de vigueur. Son œuvre est marquée par le sens du théâtre et la simplicité chromatique, les couleurs étant sacrifiées au sculptural. Les Titans aux muscles tendus qui nous entourent expriment des états d'âme par la tension des corps plus que par l'expression des visages. De cette œuvre étrange et hallucinante, où l'on pourrait lire l'influence de Véronèse, Michel-Ange mais aussi Goya, se dégagent un sentiment de mystère qui sème la confusion chez l'observateur ainsi qu'une tension interne témoignant d'une insatisfaction indicible.

Tant par leur sujet que par la date à laquelle elles ont été réalisées, ces peintures sont une leçon de méditation pour tous les diplomates qui traitent du désarmement. Les thèmes abordés ici sont en effet ceux de la guerre et de la paix, de la justice et du progrès social. Plusieurs des grandes draperies en trompe-l'œil de cette salle, intitulées «les Vainqueurs» et «les Vaincus», sont une allégorie de la guerre. Comme le disait le lauréat du prix Nobel de la paix en 1933, Sir Norman Angell, «les vaincus ne le sont jamais suffisamment pour ne pas désirer de toutes leurs forces recommencer la lutte» et «les vainqueurs aussi sont des perdants». À l'inexorable cycle de la guerre infernale, le peintre oppose l'avenir optimiste de l'humanité. Les autres peintures de la salle représentent, en effet, la victoire de l'homme sur les fléaux du monde et le génie de l'homme au service de la foi en une condition meilleure. Ces peintures illustrent l'espérance, les progrès de la science, le progrès social et le progrès technique. Quant au fameux plafond, nous revenons à Francisco de Vitoria, puisqu'il décrit «la leçon de Salamanque» dont l'homme doit s'inspirer et que les figures qui sont groupées sous la tour de la cathédrale sont les précurseurs du droit international moderne. Les cinq colosses, symbolisant les cinq parties du monde, joignent leurs mains et leur union forme la clef de voûte allégorique de la salle.

En d'autres termes, dans ces peintures, l'artiste, qui n'utilise que trois couleurs (l'or, les grisailles et la sépia), a voulu illustrer à la fois ce qui sépare les hommes (la guerre, la haine, la cruauté, la vengeance, l'injustice, l'esclavage, l'oppression par le travail) et ce qui les unit (la paix, la fin de l'esclavage et du travail pénible, l'esprit d'égalité et de concorde). De cette antithèse devait surgir, dans l'esprit du peintre, une vision nouvelle de l'histoire future, faite d'harmonie et de justice entre les peuples, que la Société des Nations défendait et à laquelle l'artiste adhérait. Comment ne pas penser ici aux célèbres propos tenus quelques années plus tôt, également à Genève, par Aristide Briand, hélas très vite démentis par les faits: «Arrière, les canons, les fusils, les mitrailleuses!».

Force est néanmoins de constater que l'impression première qui se dégage de cette œuvre est plutôt une vision tragique de l'histoire et du monde. On pense au mythe de Sisyphe, cher à Albert Camus car illustrant sa théorie de l'absurde, Sisyphe condamné à pousser une pierre

(M. Dobelle, France)

au sommet de la montagne et qui retombe toujours avant d'atteindre son but. Ce que l'on retient d'abord de cette grandiose mise en scène dans laquelle s'agitent et se tordent des personnages dantesques évoquant ceux de la Chapelle Sixtine à Rome, ce sont des scènes apocalyptiques dans un décor froid, des personnages tourmentés aux muscles convulsés levant les bras au ciel, dans des attitudes désespérées.

Comment, en contemplant cette œuvre, ne pas songer aux travaux de la Conférence du désarmement, qui, eux aussi, passent par des phases cycliques où des périodes d'activités intenses, hélas trop brèves, alternent malheureusement avec d'autres beaucoup trop longues, où l'on a le sentiment d'un éternel recommencement, où l'impasse et la stagnation prévalent, une rhétorique passablement éloignée des réalités ne pouvant faire trop longtemps illusion. Quelques mois après ma prise de fonctions, beaucoup de mes collègues ont pensé que la Conférence du désarmement, grâce notamment à la diligence de ses présidents successifs, était sur le point de connaître un nouvel essor après un long sommeil. Malheureusement, au bout de quelques mois, les espoirs sont retombés et nul ne peut dire aujourd'hui quand cette enceinte sera en mesure de renouer avec sa vocation première, à savoir la négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

La date à laquelle ces peintures ont été achevées est, elle aussi, marquée sous le sceau du tragique. En effet, ces œuvres murales furent réalisées entre mars 1935 et mai 1936. Deux mois avant leur inauguration éclatait la guerre civile espagnole (qui devait au demeurant entraîner la destruction dans un incendie d'une autre œuvre majeure de José María Sert: les peintures murales de la cathédrale de Vich). Trois ans après, commençait le début de la guerre la plus meurtrière qu'ait subie l'humanité, marquant l'effondrement de tous les espoirs qui avaient été placés dans les vertus pacificatrices de la Société des Nations. La barbarie la plus abjecte allait à jamais ternir l'image de l'Europe.

Cependant, tout comme le peintre, il faut, sinon imaginer Sisyphe heureux, du moins garder espoir. Je suis convaincu que la Conférence du désarmement, même si elle a beaucoup déçu, demeure un instrument irremplaçable qui, y compris dans la phase de basses eaux qu'elle connaît depuis trop longtemps, conserve une réelle utilité dans la mesure où elle reflète à sa manière les tensions et les lignes de clivage qui continuent de fracturer en profondeur la communauté internationale (peut-être d'ailleurs que le terme «société» serait plus approprié que celui de «communauté») et où elle permet à chacun de ses membres d'exprimer ouvertement ses préoccupations, ses priorités, ses ambitions et ses aspirations. En ce sens, cette conférence est un peu le baromètre de l'état du monde. Il reste que la Conférence du désarmement pourrait et devrait faire beaucoup plus. À cet égard, je souhaiterais livrer quelques réflexions personnelles.

Nul doute tout d'abord que l'état des relations internationales a un impact direct sur les travaux de cette enceinte. Ce n'est pas un hasard si celle-ci a été la plus active durant la décennie 1990, marquée, en dépit de très graves tragédies dans plusieurs régions du globe y compris en Europe, par un relatif optimisme après la fin de la guerre froide et de la division du monde en deux blocs. Ce n'est pas non plus une simple coïncidence si le rythme de ses travaux s'est singulièrement ralenti depuis le début de l'actuelle décennie. Une conjoncture internationale caractérisée par un avenir pour le moins incertain n'est pas vraiment propice à des efforts spectaculaires dans le domaine du désarmement. Qu'il s'agisse de l'avènement

(M. Dobelle, France)

du terrorisme de masse, de deux crises de non-prolifération majeures, de la persistance de graves foyers de tension au Proche-Orient et en Asie, de l'émergence de nouveaux pôles de puissance, ou de doutes que certains ont pu éprouver sur les vertus de la diplomatie multilatérale, aucun de ces facteurs n'est de nature à inciter les États, à juste titre soucieux de leur sécurité, à relâcher leur vigilance.

Deuxième réflexion, les diplomates, aussi talentueux soient-ils, ne peuvent pas tout faire. Ils sont tributaires des instructions qu'ils reçoivent de leur capitale, et dans des domaines comme ceux dont traite la Conférence du désarmement, celles-ci sont souvent très strictes et ne leur laissent qu'une faible marge de manœuvre. Il vient un moment où, inévitablement, les trouvailles ou les astuces les plus ingénieuses en matière de procédure se heurtent aux obstacles de fond. Or, le principe fondamental selon lequel de nouvelles avancées dans le domaine du désarmement ne doivent pas entraîner une diminution de la sécurité pour qui que ce soit justifie le maintien de la règle du consensus dont il serait peu sage de vouloir s'affranchir même si cette règle peut se révéler paralysante. En revanche, chaque sujet devrait être examiné selon ses propres mérites et toute tentative visant à établir des liens entre tel thème et tel autre ne peut que constituer un facteur de blocage.

Troisième remarque, il ne pourra, si on laisse un moment de côté la rhétorique, y avoir de réelle avancée dans le domaine du désarmement nucléaire que si le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur et que si une négociation s'engage enfin sur un traité interdisant la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'une arme nucléaire, comme l'avait bien compris la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1995. On ne peut qu'espérer qu'un consensus se dégagera un jour sur les propositions de compromis savamment mises au point par les présidences collégiales de 2007 et de 2008, lesquelles représentent un point d'équilibre sans doute imparfait, mais le plus proche de ce qui semble susceptible de faire, le moment venu, l'objet d'un accord général.

Quatrième remarque, le fait que la Conférence du désarmement ne soit pas en mesure de se mettre d'accord sur un programme de travail portant notamment sur les quatre premiers points de son ordre du jour (ordre du jour au demeurant passablement artificiel et obsolète à plusieurs égards) ne devrait pas la dispenser d'accorder une attention plus soutenue qu'elle ne le fait aujourd'hui à certains sujets touchant au désarmement conventionnel, ne serait-ce que pour sensibiliser davantage la communauté internationale aux enjeux majeurs, sinon vitaux pour un certain nombre de pays, que constituent des thèmes comme le trafic illicite des armes légères et de petit calibre ou la dissémination des systèmes portables de défense anti-aérienne (MANPADS). À cet égard, le séminaire organisé en juin dernier par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement a montré qu'il existait un réel besoin qui n'est pas aujourd'hui comblé.

À quelques jours de mon départ, je souhaiterais souligner à quel point j'ai apprécié la possibilité de nouer une relation de confiance et d'amitié avec la très grande majorité de mes collègues, y compris ceux avec lesquels je n'étais pas toujours d'accord sur le fond.

Je souhaite aussi exprimer ma gratitude à tous les présidents successifs de la Conférence du désarmement en 2007 et en 2008, avec lesquels j'ai eu l'honneur et le plaisir de travailler.

(M. Dobelle, France)

Mes remerciements s'adressent également au Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au secrétariat de la Conférence ainsi qu'à tous ceux dont la tâche est parfois sous-estimée mais sans lesquels cette enceinte serait dans l'incapacité de fonctionner, à commencer par les interprètes auxquels j'espère ne pas avoir causé trop de frayeurs, sauf peut-être aujourd'hui.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur Dobelle de sa contribution et de ses propos à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Khan du Pakistan.

M. KHAN (Pakistan) (parle en anglais): Monsieur le Président, nous félicitons la République bolivarienne du Venezuela et vous-même, Ambassadeur Germán Mundaraín Hernández, pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Au risque d'employer une expression banale, je dirais que vous vivez ici véritablement votre baptême du feu en accédant à cette responsabilité si peu de temps après votre entrée en fonctions à Genève. Nous sommes convaincus que vous présiderez comme il convient les consultations et les négociations sur le rapport de fin d'année de la Conférence. Dans cette entreprise, vous bénéficierez du plein appui de la délégation pakistanaise. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'équilibre et de la sagesse de vos observations liminaires.

À cette occasion, nous souhaitons également féliciter l'Ambassadrice des États-Unis, M^{me} Christina Rocca, qui vous a précédé à la présidence, pour sa direction dynamique de la Conférence. Elle en a accéléré les activités en relançant la troisième série de débats informels et, plus important, elle a mené les travaux de la Conférence de façon équitable, avisée et compétente.

C'est aujourd'hui un bien triste jour pour nous, avec le discours d'adieux que vient de prononcer l'Ambassadeur François Dobelle. Nous allons perdre un bon collègue et un véritable ami, qui nous laissera le souvenir d'un être chaleureux, d'une vive intelligence et d'une grande ténacité pour défendre son point de vue. Nous lui souhaitons un plein succès dans ses futures fonctions. Nous disons également au revoir à l'Ambassadeur Kari Kahiluoto, qui a habilement représenté l'Union européenne tout au long du second semestre de 2006. Nous croyons savoir qu'il sera bientôt de retour à Genève pour occuper d'autres fonctions à la Mission finlandaise. Nous souhaitons aussi la bienvenue à nos invités venus du Japon, qui sont assis dans la galerie. Leur cause est louable et leurs buts sont nobles. Nous les assurons de notre totale sympathie.

Lorsqu'il s'est adressé à la Conférence le 23 janvier dernier, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, nous a rappelé qu'en arrêtant des priorités les membres de la Conférence du désarmement ne s'imposaient aucune obligation quant à la conduite de leurs travaux de fond, à part celle de les poursuivre sur la base d'un consensus. Le 25 juin, lorsqu'il est intervenu devant la Conférence, le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, M. Javier Solana, a déclaré que l'Union européenne avait écouté avec attention les déclarations d'un petit nombre de pays quant aux problèmes que leur posait la proposition formulée dans le document CD/1840, et qu'elle était prête à se pencher sur toutes les préoccupations spécifiques dans le domaine de la sécurité. Nous nous félicitons de la tenue de discussions à ce sujet avec l'Union européenne, afin d'étudier plus avant les questions et de rechercher un consensus. La veille, le 24 juin, l'Ambassadrice d'Afrique du Sud a fait

(M. Khan, Pakistan)

une déclaration pleine de réflexions très intéressantes, dans laquelle elle a souligné, dans le style élégant qui la caractérise, que ni la structure, ni l'appui du secrétariat, ni le financement ni le Règlement intérieur ne ralentissaient les travaux de la Conférence.

Six questions sont restées sans réponse, ayant trait à la règle du consensus, à la quête de la «formule idéale», au compromis, aux préjugés, aux conditions préalables et à la «maturité». J'aimerais y apporter une réponse.

Est-il fait un usage abusif de la règle du consensus? Qu'est-ce qu'un usage abusif? On fait un usage abusif d'une règle si on l'invoque lorsqu'elle sert ses propres intérêts et si on dénie aux autres le droit de l'invoquer lorsqu'elle sert leurs intérêts. Récemment, aurait-on pu qualifier d'usage abusif le fait de défendre strictement la règle du consensus dans le cas de la proposition des cinq Ambassadeurs, tout en en formulant des interprétations inédites dans le cas de la proposition figurant dans le document CD/1840, qui est loin d'emporter l'adhésion?

Le mieux est-il l'ennemi du bien, à la Conférence du désarmement? Ce ne devrait sûrement pas être le cas. À la Conférence, on ne recherche certes pas la perfection, mais qu'est-ce qui est «bien»? La proposition du document CD/1840? Peut-être cette proposition est-elle bonne, mais pas assez bonne, parce qu'elle est truffée de conditions préalables et change complètement les règles du jeu: la vérification n'est plus un objectif dans le contexte d'un traité relatif aux matières fissiles, les comités spéciaux ne sont plus des organes subsidiaires de négociation et il n'y a plus d'équilibre entre les quatre questions fondamentales. Il y est proposé de mettre de côté la base qui avait été négociée après plusieurs décennies de concertation. Quelques représentants bien intentionnés pensent que tous ces éléments peuvent être réintroduits et rétablis une fois les travaux engagés. Nous doutons que nous puissions faire dans un an ce que nous ne sommes pas capables de faire aujourd'hui.

Le document CD/1840 représente-t-il un compromis? C'est certes un compromis, mais un compromis bancal, entre pays globalement animés du même esprit. Il ne répond pas aux préoccupations minimales essentielles de tous les membres de la Conférence. Des concessions ne sont pas faites à toutes les parties en jeu. Pour être juste, la proposition a permis d'avancer dans une certaine mesure par rapport à la proposition L.1 de l'an dernier, mais dans sa forme actuelle, ce document ne constitue pas une percée décisive.

Préjuge-t-on des résultats? Nous sommes d'avis que le document préjuge des résultats. Jusqu'à ces toutes dernières années, le consensus était que la Conférence élaborerait à un traité relatif aux matières fissiles dont on pourrait vérifier le respect. Cet ingrédient principal est ici absent. Pourquoi? Parce qu'en l'occurrence le principe de vérification est mis en sommeil ou peut-être remis au placard. Le document préjuge aussi des résultats des débats de fond sur les trois autres questions centrales.

Peut-on dire qu'il n'y a pas de conditions préalables? Nous réfutons l'argument selon lequel le document CD/1840 ne pose aucune condition préalable. Comme nous l'avons dit plus tôt, il énonce explicitement ou implicitement, trois conditions préalables, à savoir l'absence de vérification du respect du traité relatif aux matières fissiles, l'absence de

(M. Khan, Pakistan)

comités spéciaux pour tenir des négociations, et un traitement différencié des trois questions de fond, faute de quoi il ne serait pas possible d'aller plus loin. Nous demandons instamment à tous ceux qui sont concernés de supprimer ces conditions préalables et de réintégrer la vérification dans le mandat relatif au traité interdisant la production de matières fissiles.

Toutes les questions de fond sont-elles encore insuffisamment «mûres» pour faire l'objet de négociations? Il n'y a pas d'accord sur la question de savoir si telle ou telle question est «mûre» ou pas pour la tenue de négociations. C'est une question de point de vue ou cela dépend, pourrait-on dire, des papilles du gourmet, en fonction des impératifs de politique générale en jeu. Nous pensons que les questions des garanties négatives de sécurité, de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et du désarmement nucléaire sont tout aussi «mûres» pour les négociations que le projet de traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles. Ayant déjà présenté force arguments détaillés au cours des débats informels à l'appui de cette position, nous ne souhaitons pas en faire à nouveau état ici.

Nous savons tous que les négociations sur un traité relatif aux matières fissiles ont démarré en 1998 sur une base convenue et dans le cadre d'un programme de travail agréé, à l'issue de cinq années d'âpres efforts faits pour mettre au point et appliquer le mandat Shannon. À l'époque, c'est en s'attaquant aux questions et non en les écartant qu'il avait été possible d'engager des négociations. Certes, ces dernières semaines, quelques délégations se sont déclarées en faveur de la proposition CD/1840 en séance plénière. Dans sa déclaration du 17 juin, la délégation pakistanaise a fait part de ses réserves quant à la proposition telle qu'elle se présente actuellement. Depuis lors, aucun changement important n'est survenu pour ce qui est de rapprocher les points de vue sur les points clefs, même si des consultations très informelles se sont tenues sur les questions soulevées par le Pakistan. Le 2 août 2007, l'Autorité nationale de commandement du Pakistan déclarait: «L'Autorité nationale de commandement du Pakistan s'est penchée sur l'état actuel des négociations sur les questions de désarmement à la Conférence du désarmement à Genève, y compris en ce qui concerne la proposition de traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles. L'Autorité a réaffirmé la position du Pakistan en faveur d'un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable, prenant en compte les préoccupations de tous les États en matière de sécurité.». Compte tenu de cette position: a) le Pakistan signera tout texte ou mandat non-discriminatoire; b) le Pakistan proposera à la Conférence du désarmement de mettre au point un mandat sur un traité vérifiable interdisant la production de matières fissiles.

Nous serons en mesure d'adopter le projet CD/1840 dès lors qu'il aura été modifié de façon à tenir compte des points soulevés dans le document CD/1843, à savoir: l'engagement de négocier un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable sur les matières fissiles. C'est là un point capital; la possibilité d'aborder la question des stocks existants et futurs de matières fissiles; l'équilibre dans le traitement des quatre questions fondamentales que sont le désarmement nucléaire, le traité relatif aux matières fissiles, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties négatives de sécurité; le recours aux comités spéciaux ou à tous autres organes subsidiaires comme mécanismes de négociation, conformément au Règlement intérieur de la Conférence; la distinction entre le rôle

(M. Khan, Pakistan)

des coordonnateurs, qui est de faciliter des débats informels, d'une part, et les fonctions des organes subsidiaires formels de la Conférence; qui consistent à mener des négociations dans le cadre du programme de travail, de l'autre. Les coordonnateurs ont jusqu'ici opéré de façon informelle sous l'autorité des présidents de la Conférence. Pour officialiser leur rôle d'organes subsidiaires de la Conférence pour les quatre questions fondamentales, il faudra tenir des débats ouverts et approfondis dans le cadre de la Conférence. On ne peut le faire de façon indirecte, en liant simplement le rôle des coordonnateurs à la proposition de programme de travail.

Pour le Pakistan, l'intégration d'une vérification internationale et effective dans la proposition de mandat revêt une importance capitale. Elle est directement dictée par nos intérêts nationaux vitaux en matière de sécurité, tels que nous les définissons. Sans vérification, un traité relatif aux matières fissiles ne favoriserait ni le désarmement ni la non-prolifération. Sur d'autres points, nous sommes disposés à négocier.

Sur la base de ce qui précède, le Pakistan est prêt à participer à des discussions formelles et informelles. Nous sommes également prêts à soumettre un amendement au document CD/1840 ou une proposition distincte contenant les éléments d'une formule acceptable.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur Khan pour son intervention et lui sais gré de son appréciation du travail accompli par la présidence. Le secrétariat nous informe que l'Ambassadeur de Slovaquie, M. Pinter, vient de demander à intervenir. Je lui donne à présent la parole.

M. PINTER (Slovaquie) (parle en anglais): Avant toutes choses, Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre accession à la dernière présidence de 2008 et je me réjouis de travailler avec vous et avec votre équipe au cours des semaines à venir. Je souhaite remercier l'Ambassadrice Christina Rocca qui vous a précédé, ainsi que tous les présidents de la session de 2008 pour leurs infatigables efforts et pour ce qu'ils ont fait pour ramener la Conférence à sa fonction première.

Pour ce qui est de la dernière séance plénière, j'ai pour instruction de porter à l'attention de la Conférence la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la Slovaquie, en date du 14 août, relative à la situation en Géorgie. La position de la République slovaque sur le règlement du conflit actuel en Géorgie découle du respect et du soutien de longue date de la souveraineté et de l'intégrité territoriales de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Toutes les mesures qui menacent ce principe sont inacceptables aux yeux de la Slovaquie. La Slovaquie s'est toujours opposée, et ne cessera de s'opposer, au recours à la force par une quelconque des parties dans le cadre du règlement des conflits et des questions en suspens, notamment des différends portant sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. La Slovaquie soutient pleinement les efforts de médiation déployés par la présidence française de l'Union européenne pour mettre fin au conflit en Géorgie. La position de la Slovaquie est énoncée dans son intégralité dans les conclusions du Conseil des affaires générales et des relations extérieures du Conseil de l'Union européenne, en date du 13 août. Dans le cadre du règlement de la situation en Géorgie, la Slovaquie appuiera notamment l'envoi dans le pays de la mission de maintien de la paix de l'Union européenne. Dans l'intérêt du règlement de la crise humanitaire, la Slovaquie a fourni une aide de 5,6 millions de couronnes slovaques pour

(M. Pinter, Slovaquie)

tous les citoyens de Géorgie qui souffrent à cause du conflit armé, y compris les réfugiés d'Ossétie du Sud.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur Pinter pour son intervention, ainsi que pour ses paroles aimables.

Nous invitons maintenant les délégations qui le souhaitent à prendre la parole. Le représentant de la Nouvelle-Zélande demandant à intervenir, nous lui donnons la parole.

M. MACKAY (Nouvelle-Zélande) (parle en anglais): Permettez-moi de m'associer aux collègues qui vous ont félicité pour votre accession à la présidence et qui ont également rendu hommage à vos prédécesseurs pour le travail accompli. Je pense que nous désirons tous saluer ce travail et nous montrer confiants dans les chances que la Conférence du désarmement progresse sous votre présidence. J'aimerais également me joindre à tous ceux qui rendent hommage aux ambassadeurs qui nous quittent pour les contributions qu'ils ont apportées aux travaux de la Conférence tout au long de leur mandat.

Nous avons entendu ce matin un certain nombre d'interventions intéressantes qui ont couvert un assez large éventail de questions, dont deux sont en fait certainement liées. Je veux parler des interventions de nos distingués collègues des délégations française et pakistanaise, qui ont tous deux évoqué l'incapacité de la Conférence à reprendre des négociations, sujet amplement débattu ici-même, dans cette enceinte; en fait, je crois savoir que cela fait maintenant onze ans environ que nous en débattons. Je voulais juste revenir sur certains des points soulevés par notre distingué collègue du Pakistan, parce que je crois qu'il est important de faire le bilan sur la question en tenant compte non pas d'un seul point de vue mais de tous les points de vue des délégations ici présentes.

Le point de vue de la Nouvelle-Zélande est celui d'un pays qui ne détient pas d'armes nucléaires, qui a définitivement renoncé à en acquérir, qui est résolument engagé en faveur de la non-prolifération des armes nucléaires, tant verticalement qu'horizontalement. Je pense que le bilan de mon pays en la matière est très révélateur à cet égard. Nous nous sommes à de multiples reprises exprimés à ce sujet, ici et en d'autres instances. Je comprends donc aisément que notre vision de l'incapacité de la Conférence du désarmement à progresser sur un programme de travail ou sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles puisse différer quelque peu de celle de notre collègue du Pakistan, pays qui détient des armes nucléaires et qui n'a pris aucun des engagements que mon pays, en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, a quant à lui pris. Je ne doute pas que la déclaration que notre distingué collègue du Pakistan a faite ici-même ce matin a fait apparaître assez clairement les différences de point de vue. J'aimerais juste revenir brièvement sur les six points qu'il a évoqués ce matin à l'appui de la position de son pays.

Sur le premier point, la règle du consensus et son usage éventuellement abusif, on peut gloser à l'envi sur les expressions «bon usage» et «usage abusif»; il existe bien évidemment une règle du consensus à la Conférence du désarmement et c'est manifestement aux États qu'il appartient de l'invoquer pour éventuellement empêcher la Conférence de poursuivre ses travaux. Cependant, selon moi, cette instance est probablement unique de par le niveau de garanties systématiques qu'elle offre en matière de recours au consensus. Par exemple, un premier

(M. Mackay, Nouvelle-Zélande)

consensus est requis sur le programme de travail. Une fois que l'on s'est entendu sur un programme de travail et que l'on s'est effectivement mis au travail, ce que nous ne sommes malheureusement pas parvenus à faire pendant onze ans – peut-être même douze, je m'y perds – il faut un nouveau consensus pour s'entendre véritablement sur des résultats spécifiques. Nous disposons donc ici d'une deuxième garantie systématique de consensus. Ensuite, un consensus est bien évidemment requis à la Conférence pour adopter un instrument dans son ensemble. Nous avons donc ici un troisième niveau de garantie systématique. Puis, bien sûr, tous les États ont le droit souverain de décider s'ils vont ou non devenir parties au texte produit par la Conférence. Le simple fait que la Conférence a adopté un texte n'implique pas que tous les États vont y devenir parties ou qu'ils doivent y devenir parties. Nous disposons donc ici d'un quatrième niveau de garantie systématique. Par conséquent, je suggère que, dans une situation où ils disposent d'une telle accumulation de garanties, les États fassent preuve de flexibilité lors de la première étape du processus, l'adoption d'un programme de travail, puisqu'ils disposent par la suite, avec l'application de la règle du consensus, puis avec celle de la souveraineté des États, d'un bon nombre de garanties systématiques qui leur permettent de ne pas devenir parties à un instrument non conforme à leurs intérêts nationaux, même si la communauté internationale dans son ensemble juge que le texte en question sert ses propres intérêts collectifs. Je suggère donc que l'on aborde la question de l'invocation de la règle du consensus au stade initial – lorsque l'on approuve ou désapprouve effectivement un programme de travail – avec un esprit d'ouverture et une certaine souplesse et, malheureusement, rien n'indique que nous sommes dans une telle situation et que cela a été fait.

Sur le deuxième point, la question de savoir si le mieux est l'ennemi du bien à la Conférence du désarmement, je partage entièrement l'avis de notre distingué collègue du Pakistan selon lequel ce ne devrait pas être le cas. De fait, nous ne sommes pas vraiment à la recherche de la perfection. Plutôt que de viser la perfection au moment où nous décidons de nous mettre au travail, nous devrions rechercher une base sur laquelle entamer nos travaux. Celle-ci nous permettrait de négocier en fonction de nos positions nationales respectives dans le cadre des travaux en cours. C'est la norme ailleurs. On se garde de bloquer purement et simplement l'adoption du programme de travail dans le but d'empêcher le passage à la première phase et l'évaluation des positions des autres pays et de ses propres positions pour voir dans quelle mesure elles sont valables quant au fond. En fin de compte, la position de notre pays, quant au fond, n'est probablement guère différente de celle exposée par le Pakistan ce matin. Nous pensons nous aussi que l'on pourrait mettre en place une vérification internationale acceptable. Nous pensons nous aussi qu'il ne devrait y avoir aucune discrimination. Nous estimons nous aussi que les stocks existants devraient être pris en compte dans le traité, mais nous souhaitons que nos positions et nos arguments sur la question soient évalués comme il se doit dans toute négociation, et pensons que chacun ici devrait souhaiter que ses positions soient évaluées et négociées pour que l'on puisse voir comment elles se présentent, plutôt que de simplement tenter d'établir des conditions préalables et de définir à l'avance des résultats sur des questions qui ne font manifestement pas l'objet d'un accord global à ce stade.

Sur le troisième point, la question de savoir si la proposition énoncée dans le document CD/1840 représente un compromis, la réponse est oui, il s'agit bien d'un compromis. Est-ce un compromis bancal? Je ne le pense pas. Je crois que les présidents successifs de la Conférence ont accompli un travail exceptionnel en présentant un document qui devrait être acceptable pour

(M. Mackay, Nouvelle-Zélande)

tous. Correspond-il à notre position nationale? À la position que nous privilégions? Non, mais c'est le propre d'un compromis. Un compromis est un résultat qui représente une position équitable permettant ensuite d'avancer tous les arguments possibles quant au fond; or, de notre point de vue, le résultat auquel les présidents sont parvenus répond manifestement à ces critères. Il ne reflète sûrement pas la position nationale d'un quelconque pays, et on ne voit pas pourquoi il devrait en être ainsi, que ce pays soit ou non doté d'armes nucléaires. Nous considérons ceci comme une question de désarmement nucléaire. D'autres pays peuvent ne pas voir la question sous cet angle, mais nous devons absolument en discuter. Tant que nous n'aurons pas entamé les travaux, nous ne pourrons pas évaluer ces aspects.

Préjuge-t-on des résultats? On pourrait dire que c'est le cas dans le document CD/1840 dans la mesure où on n'y préjuge en fait de rien. Si l'on escompte un résultat prédéterminé de la proposition CD/1840, on peut dire, j'imagine, que «l'on préjuge» en disant que «l'on ne préjuge pas». Je pense toutefois que c'est là un argument quelque peu étrange, tortueux. Le fait est que la proposition CD/1840 permet de débattre de toutes les questions, mais ne fixe pas à l'avance les éléments à faire figurer dans le texte final. De mon point de vue, en toute objectivité, cela ne revient pas à préjuger des résultats. Si un pays quelconque exige certains résultats, j'imagine qu'il peut toujours avancer l'argument – pas du tout convaincant selon moi – que, puisque ces résultats ne sont pas expressément mentionnés dans le mandat, on émet un jugement prématuré. Cependant, je le redis, je ne peux accepter un tel argument.

Je pense que cela vaut également pour les conditions préalables.

La sixième question soulevée est celle de savoir si toutes les questions sont encore insuffisamment «mûres» pour faire l'objet de négociations. Exprimant encore une fois le point de vue de la Nouvelle-Zélande, je dois dire que nous serions heureux que des négociations se tiennent sur n'importe lequel des points fondamentaux inscrits à l'ordre du jour de la Conférence. Nous serions très heureux de négocier sur les garanties négatives de sécurité, sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, sur le désarmement nucléaire et sur un traité relatif aux matières fissiles. Nous ne croyons pas, en revanche, et là encore c'est un point de désaccord avec notre distingué collègue du Pakistan, qu'il soit possible de traiter en même temps toutes ces questions de façon égale et équitable. En réalité, lorsque la Conférence du désarmement a négocié ses traités, qu'il s'agisse de la Convention sur les armes chimiques ou du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, elle a axé ses travaux sur une question spécifique et l'a négociée. Si elle s'était penchée sur quatre, cinq, voire six questions à la fois, je pense pouvoir dire sans hésiter que nous n'aurions jamais établi la Convention sur les armes chimiques ou le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la communauté internationale n'en aurait été que plus pauvre, et notre sécurité nationale collective en aurait pâti d'autant. Le fait est que même les grandes délégations sont dans l'impossibilité de négocier sur tout en même temps. C'est encore plus vrai pour les petites délégations, non pas que la détermination leur fasse défaut, mais cela ne fonctionnerait pas sur un plan pratique tout simplement.

Il nous faut donc bien commencer quelque part, et je crois savoir que presque toutes les délégations ici présentes estiment – et nous partageons cet avis – que la question la plus à notre portée est celle du traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, que nous considérons

(M. Mackay, Nouvelle-Zélande)

en fait comme une mesure en faveur du désarmement nucléaire, et qui a donc tout à fait sa place ici avec les autres questions examinées par la Conférence. Bien évidemment, la question des armes nucléaires est une question de désarmement nucléaire. Les garanties négatives de sécurité sont manifestement liées au désarmement nucléaire. Le thème du traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles est donc, logiquement, un point de départ idéal.

Je me félicite assurément de la volonté exprimée par notre distingué collègue du Pakistan d'aller plus loin dans les consultations informelles au sujet du projet de mandat énoncé dans le document CD/1840 mais, je le redis, nous ne devrions pas tenter de décider à l'avance du résultat d'une négociation sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles. Comme je l'ai dit, je pense que nos vues sont très proches de celles du Pakistan, mais nous ne croyons pas qu'il faille tenter de nous prononcer à l'avance d'une quelconque façon sur l'issue des négociations tant que celles-ci n'auront pas commencé. Je n'ai jamais entendu dire qu'une telle approche ait été adoptée ailleurs, et je crois qu'elle n'a jamais été suivie dans le cadre d'autres négociations. Je pense que nous devons être très prudents à cet égard.

Une fois encore, excusez-moi d'avoir parlé si longuement, mais j'en ressentais la nécessité, vu la déclaration très franche et très directe de l'Ambassadeur Khan, ce dont nous lui savons gré. Je pense qu'il était nécessaire d'aborder les questions particulières qu'il avait soulevées sous l'autre angle, ou du moins sous l'un des autres angles possibles, que je sais ne pas manquer ici, à la Conférence du désarmement. Nous n'allons pas manquer d'examiner minutieusement les arguments avancés par l'Ambassadeur Khan et je l'engage vivement à étudier de très près les arguments et les vues que j'ai présentés dans ma propre déclaration.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour vos réflexions et vos contributions. Je vous suis très reconnaissant pour vos paroles aimables à mon égard. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, M. Loshchinin.

M. LOSHCININ (Fédération de Russie) (parle en russe): Je tenais à prendre la parole, Monsieur le Président, pour vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence. Nous vous adressons tous nos vœux de réussite et tenons à vous assurer de l'appui sans réserve de la délégation de la Fédération de Russie. Nous aimerions également remercier M^{me} Christina Rocca, qui vous a précédé, ainsi que les autres présidents de la session. Bien entendu, nous tenons aussi à remercier très chaleureusement nos collègues qui sont sur le point d'achever leur mandat ici à Genève, et à leur adresser tous nos vœux.

Puisque j'ai la parole, je me dois bien évidemment d'aborder un sujet qui, dans la mesure que nous savons, influe sur les activités de la Conférence, et qui a retenu l'attention de tous les États de la planète et celle de la communauté internationale dans son ensemble. Je veux parler de l'agression de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud et de ses conséquences.

Douze jours se sont écoulés depuis le début de cette agression. Force est malheureusement de constater qu'au lieu de procéder à une véritable analyse des raisons d'une telle tragédie et de rechercher les moyens de garantir une paix durable dans cette République, les médias occidentaux continuent de diffuser des informations erronées qui donnent une vision

(M. Loshchinin, Fédération de Russie)

grossièrement déformée de la situation. Ce constat s'applique avant tout à l'identification des responsables de l'agression. Il serait bon ici de revenir sur la chronologie des événements.

Le 7 août dernier, à 22 h 35, la Géorgie a lancé une opération offensive contre l'Ossétie du Sud, sous le slogan «Rétablissement de l'ordre constitutionnel dans la zone de conflit» – en faisant usage de la force. Le 8 août, à 0 h 20, a débuté le bombardement à l'artillerie de Tskhinvali et de villages d'Ossétie du Sud, au moyen de systèmes de lance-roquettes multitube Grad. Ces systèmes peuvent être considérés comme des armes à sous-munitions qui frappent des objectifs non ponctuels. Des membres russes des forces de maintien de la paix se trouvaient dans la zone visée. Ils ont été visés par des tirs directs de soldats de la paix géorgiens, ce qui est particulièrement regrettable. À 1 h 20, les troupes, les chars et l'infanterie de l'armée géorgienne ont commencé à avancer sur Tskhinvali. Le matin du 8 août, l'armée de l'air géorgienne a frappé de paisibles villes et villages d'Ossétie du Sud. À la mi-journée, les forces géorgiennes avaient partiellement pris le contrôle de la capitale, Tskhinvali, et de huit villages d'Ossétie du Sud qui ont été littéralement rayés de la carte. Cette opération a fait de nombreuses victimes parmi la population civile d'Ossétie du Sud et parmi les forces de maintien de la paix. Chez ces dernières, on a dénombré 18 morts et plus de 70 blessés. Au cours de la seconde moitié de cette journée du 8 août, suite à ce qui s'était passé, tenant compte des menaces qui continuaient de peser sur la vie des citoyens russes en Ossétie du Sud et forte de son droit de légitime défense, la Russie a envoyé des troupes en Ossétie du Sud pour soutenir les forces russes de maintien de la paix et protéger la population civile.

Tels sont les faits. Il est clair pour chacun que ce sont les autorités géorgiennes qui ont déclenché l'agression, qu'elles se sont lancées dans une opération de purification ethnique et ont mené une politique de génocide. L'attaque a été fermement repoussée, comme elle le méritait. Il était indispensable de le faire. La Russie a fondamentalement sauvé la population d'Ossétie du Sud du génocide. Nous devons appeler les choses par leur nom. Je comprends qu'entendre de tels propos et une telle appréciation des faits ne plaise pas à tout le monde, en particulier à ceux qui ont préparé les dirigeants géorgiens, qui ont fourni des armes au pays et qui ont «nourri» ce régime en tentant de le présenter comme un «modèle de démocratie» de l'ère postsoviétique. Si ce régime est une démocratie, alors c'en est une dont personne n'a besoin. Bien sûr, les agissements des dirigeants géorgiens jettent une ombre sur les valeurs démocratiques et sur tout ce dont nous nous préoccupons, tant au sein du Conseil des droits de l'homme qu'ailleurs, à l'ONU. Au lieu de condamner ces agissements de la Géorgie, certains les défendent et accusent la Russie de recours excessif à la force, voire d'actes d'agression. Nous espérons que la justice et la vérité prévaudront.

Grâce aux efforts concertés de la Russie et du Président français, six principes ont été adoptés à Moscou, le 12 août, pour le règlement du conflit géorgien. Le 18 août, la Russie a entamé le retrait de détachements de ses forces armées qui avaient été envoyés en Géorgie pour renforcer et protéger les forces russes de maintien de la paix face à l'agression géorgienne. Nous constatons avec préoccupation que, jusqu'ici, nous n'avons encore reçu aucune confirmation du retour complet des troupes géorgiennes sur leurs positions initiales, conformément aux principes de l'accord conclu. Naturellement, la rapidité avec laquelle nous passerons aux étapes suivantes dépendra de la mesure dans laquelle la Géorgie respectera ses obligations. Or, selon les informations dont nous disposons, celle-ci ne montre aucun

(M. Loshchinin, Fédération de Russie)

empressement à cet égard. J'en veux pour preuves les déclarations spécieuses auxquelles s'est livrée la délégation géorgienne à la réunion d'experts de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Une fois encore, elle a tenté de présenter les événements de telle sorte que la Russie apparaisse comme l'agresseur; de nouveau, tout le contraire de la réalité.

Le problème est aussi – et nous pensons qu'il convient d'y réfléchir sérieusement – qu'au cours de ces événements les dirigeants géorgiens et M. Saakashvili lui-même n'ont cessé d'accuser l'Occident et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de ne pas soutenir et aider comme ils le devaient les opérations géorgiennes. Par suite, d'ailleurs, des déclarations ont été faites selon lesquelles la Géorgie allait recevoir l'appui nécessaire, qu'une assistance militaire lui serait fournie et qu'ainsi elle serait plus forte qu'elle ne l'était avant les événements. Autrement dit, des déclarations portant à croire que l'on tentait de revenir à la situation qui prévalait avant ces événements regrettables. Nul n'est besoin de renforcer la Géorgie sur le plan militaire. Ce qu'il faut, c'est réfléchir aux moyens de mieux faire comprendre aux dirigeants géorgiens leur responsabilité à l'égard de la communauté internationale. Il leur faut une éducation de base, une forme de culture; c'est bien là qu'il faut concentrer les efforts et agir de façon à ramener les dirigeants géorgiens à la réalité.

Il a été dit aujourd'hui que le Conseil de l'Atlantique Nord se réunissait à Bruxelles au niveau des ministres des affaires étrangères. Il semble que des déclarations aient été faites dans le cadre de cette réunion selon lesquelles la Géorgie pourrait devenir membre de l'OTAN. Réfléchissons seulement aux conséquences possibles. J'ai déjà dit qu'en sollicitant l'aide de l'OTAN et de certains pays, occidentaux en général, la Géorgie tentait d'engager les pays membres de l'OTAN et la Russie dans le conflit. On peut imaginer à quoi tout cela mènerait. C'est extrêmement risqué. Si une telle proposition était réellement faite, ce qui est difficilement concevable, on se heurterait non seulement à un problème d'application non uniforme des normes, mais aussi à un problème d'absence totale de normes. La Géorgie n'a respecté aucune des obligations fondamentales qui lui incombent en sa qualité de membre d'organisations internationales. Elle a bafoué l'Acte final d'Helsinki, le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité et la Charte de sécurité européenne, et a manqué de manière éhontée à ses obligations humanitaires et politiques découlant de sa qualité de membre du Conseil de l'Europe. Partout ici, les clefs de voûte sont les principes du non-recours à la force et du règlement pacifique des différends. Or la Géorgie a également manqué aux obligations qui lui incombent de par son rapprochement avec l'OTAN et avec l'Union européenne, alors même que ces obligations sont énoncées dans les documents pertinents signés entre la Géorgie et ces organisations. Je ne fais ici que décrire les obligations de la Géorgie et montrer qu'elle ne comprend pas qu'elle doit s'en acquitter. Nous pensons qu'il faut expliquer d'une seule voix aux dirigeants géorgiens en quoi une telle situation est inacceptable.

Pour conclure, j'aimerais indiquer que la Russie œuvre à grande échelle pour venir en aide aux réfugiés et remettre en état les habitations et les infrastructures détruites lors des interventions militaires en Ossétie du Sud. Notre Mission a remis au secrétariat un communiqué de presse donnant toutes précisions à ce sujet. Si cela vous intéresse, vous pouvez en obtenir un exemplaire auprès du secrétariat. Je vais vous communiquer simplement quelques chiffres: la Russie a, dans un premier temps, décidé de consacrer 500 millions de roubles à l'aide aux

(M. Loshchinin, Fédération de Russie)

réfugiés et, hier, la décision a été prise d'y allouer 540 millions supplémentaires. Pour que les choses soient bien claires, je parle d'une affectation de crédits d'un montant de 45 millions de dollars pour aider directement les réfugiés et la population. En outre, la décision a été prise d'affecter 10 milliards de roubles – soit plus de 400 millions de dollars – à la remise en état des infrastructures, des maisons et des logements détruits en Ossétie du Sud. Je dois préciser qu'une assistance humanitaire conséquente est également fournie par la communauté internationale par le biais du Comité international de la Croix-Rouge, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations faisant partie du système. Chaque jour, des milliers d'Ossètes du Sud, de réfugiés d'Ossétie du Sud, rentrent dans leur pays. À l'évidence, on ne peut remettre en état du jour au lendemain ce que la guerre a détruit. L'important, toutefois, est que la paix revienne en Ossétie du Sud, et la Russie n'épargnera aucun effort, aucun moyen, pour garantir une vie paisible et sûre à la population qui vit dans cette république.

Mes collègues me demandent ce qu'il faut faire dans une telle situation. Comment devrions-nous procéder? Quelles sont les mesures qui peuvent être prises? Il faut bien sûr lancer immédiatement une offensive de paix, avec l'appui de l'ensemble de la communauté internationale. J'aimerais rappeler que des six principes qui ont été adoptés par les Présidents Nicolas Sarkozy et Dimitry Medvedev, le premier est celui du non-recours à la force. La toute première tâche consiste donc maintenant à établir, signer et ratifier sans délai un instrument juridiquement contraignant sur le non-recours à la force. Un tel document est en fait à la base nécessaire pour appliquer tous les autres principes. Lui seul peut créer les conditions propices à l'établissement d'une paix durable dans la région, et c'est sur cela que nous tous, y compris nos partenaires de l'OTAN et de l'Union européenne, devrions concentrer nos efforts, au lieu d'appeler à intégrer la Géorgie dans le bloc politico-militaire qu'est l'OTAN.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur Loshchinin et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Soares de la République fédérative du Brésil.

M. MACEDO SOARES (Brésil) (parle en espagnol): Merci, Monsieur le Président. Avant toute chose, je tiens à dire combien le Brésil est heureux de voir la présidence de la Conférence du désarmement – la dernière de la session de 2008 – exercée par le représentant du Venezuela, pays frère avec lequel le Brésil partage bien plus qu'une longue frontière. Sans fausse modestie, la délégation brésilienne estime que la Conférence vit un moment spécial, où toutes les conditions sont réunies pour que la présidence latino-américaine imprime une vision différente, celle de la plus ancienne zone dénucléarisée et d'un continent fondamentalement pacifique.

Je souhaite souligner également que c'est sous votre présidence qu'il nous faudra adopter le rapport de la Conférence sur l'année écoulée. Il s'agit là d'une tâche difficile et je voudrais dire, sans accroître la charge qui pèse sur vous, que si l'on attend bien évidemment de ce rapport qu'il soit objectif, ma délégation espère qu'on ne se contentera pas d'y donner une image statique et froide de l'état actuel de la Conférence. Nous espérons aussi que ce document qui, comme toute production écrite, offre la possibilité d'imprimer un certain style, comportera une projection pour l'année prochaine, une quelconque indication selon laquelle nous n'achevons pas l'année dans une sorte d'impasse et n'aurons pas à repartir de zéro l'an prochain, mais pourrons

(M. Macedo Soares, Brésil)

faire fond sur ce que nous nous sommes efforcés de construire grâce à la direction éclairée de tous les présidents qui ont animé les travaux de la Conférence cette année.

Ensuite, je souhaite remercier le distingué Ambassadeur du Pakistan pour son intervention, comme toujours fondée sur une profonde réflexion et présentée avec une grande clarté. Je ne vais bien évidemment pas revenir sur toutes ses observations, mais je tiens à m'associer d'une manière générale à la déclaration du distingué Ambassadeur de Nouvelle-Zélande, en apportant une précision sur un point: pour ma délégation, l'éventuelle négociation d'un traité portant interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication de dispositifs explosifs devrait comporter des clauses relatives à la vérification. Ma délégation est d'avis qu'il n'est pas si important que ce point spécifique figure dans un mandat: même s'il y figurait nous n'aurions aucune garantie quant au type de clause que contiendrait l'instrument finalement négocié. La négociation implique bien sûr que des idées soient soumises et que les participants au processus puissent confronter leurs points de vue.

Enfin, pour le dernier point de mon intervention, je vais m'exprimer en français.

(L'orateur poursuit en français)

L'Ambassadeur Jean-François Dobelle nous a donné avec son discours d'adieu une ultime démonstration, dans cette Conférence, dans cette enceinte, de la profondeur et de la clarté de sa pensée. Je voudrais dire que dans un organe conçu pour la négociation, le seul qui ait cette tâche spécifique à mener dans le domaine du désarmement, il faut bien entendu des diplomates, mais, comme on l'a dit, les diplomates, du point de vue politique, suivent des instructions; il faut aussi, pour négocier des instruments juridiques internationaux, des compétences juridiques et une certaine expérience juridique; c'est cela et bien d'autres qualités que nous perdons ici avec le départ de l'Ambassadeur Dobelle. Nous perdons un fin juriste, et je tenais à ce que cela soit consigné dans le compte rendu de cette séance.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre déclaration, vos arguments et votre bienveillance à l'égard de mon pays. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Pakistan, M. Khan.

M. KHAN (Pakistan) (parle en anglais): Je vous remercie, Monsieur le Président. Je pense que la délégation irlandaise souhaite prendre la parole, j'interviendrai donc après.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Puisque l'Ambassadeur Khan cède la parole au représentant de l'Irlande, je donne maintenant la parole à M. O'Shea.

M. O'SHEA (Irlande) (parle en anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement, et de vous souhaiter la bienvenue à Genève. Je puis vous assurer de la pleine coopération de ma délégation dans l'accomplissement de votre tâche. J'aimerais également remercier la distinguée Ambassadrice et Représentante permanente des États-Unis d'Amérique, M^{me} Rocca, qui vous a précédé, ainsi que tous les autres membres du groupe des six Présidents de cette année, pour les efforts constants qu'ils ont faits pour amener la Conférence à se remettre au travail. Je ne puis que me désoler du départ imminent des Représentants permanents de la France et de la Finlande,

(M. O'Shea, Irlande)

l'Ambassadeur Dobelle et l'Ambassadeur Kahiluoto, qui ont l'un et l'autre enrichi nos débats pendant la durée de leur mandat ici.

J'aimerais associer ma délégation aux observations éloquentes du distingué Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande, qui reflètent également la position de ma délégation sur la question de la reprise des travaux de la Conférence. Comme il l'a dit, la position de la Nouvelle-Zélande – qui est également celle de l'Irlande – est très proche de celle du Pakistan sur les diverses questions de fond ayant trait au contenu d'un traité relatif aux matières fissiles.

Je vais maintenant brièvement revenir sur la déclaration du distingué Représentant permanent de la Fédération de Russie, l'Ambassadeur Loshchinin.

Je n'ai pas l'intention de formuler des observations sur le contexte plus large dans lequel s'inscrivent les événements survenus ces dix derniers jours dans le Sud-Caucase: la position de l'Irlande est énoncée dans les Conclusions de la réunion du 13 août du Conseil des affaires générales et des relations extérieures, du Conseil de l'Union européenne, ainsi que dans les déclarations du Ministre irlandais des affaires étrangères, M. Micheál Martin.

J'aimerais poser une question afin de clarifier les choses, puisque nos propos sont officiellement consignés. Le distingué Représentant permanent de la Fédération de Russie a évoqué l'utilisation par les forces géorgiennes de systèmes de lance-roquettes multitube «Grad» et a dit, si j'ai bien entendu, qu'il s'agit d'armes à sous-munitions, qui frappent non pas des objectifs mais des zones. Les délégations le savent bien, la question des armes à sous-munitions est un sujet auquel ma délégation porte une grande attention. Pour autant que je sache, le système «Grad» peut être équipé d'un certain nombre de têtes de types différents, y compris de têtes unitaires hautement explosives, de têtes contenant des sous-munitions, et d'autres encore. J'aimerais que la délégation de la Fédération de Russie précise s'il est ici avancé que des roquettes «Grad» équipées de têtes à sous-munitions, autrement dit de têtes contenant des sous-munitions, ont été utilisées le 8 août par les forces géorgiennes.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et remercie par avance la délégation de la Fédération de Russie de l'attention qu'elle voudra bien prêter à ma question.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Sur la demande du représentant de l'Irlande, je vais donner la parole à l'Ambassadeur de la Fédération de Russie pour qu'il réponde à la question qui lui a été posée.

M. LOSHCHININ (Fédération de Russie) (parle en russe): Très brièvement, j'ai indiqué que les systèmes Grad peuvent être considérés comme étant couverts par la définition des armes à sous-munitions. Je dis bien «peuvent être considérés». Il nous reste encore à résoudre la question de cette définition. Mais la caractéristique la plus importante des systèmes Grad est qu'ils ne frappent pas des objectifs ponctuels: ils détruisent tout, tant les êtres vivants que les infrastructures. En l'occurrence, ils ont été utilisés contre une ville pacifique, contre la population civile, ce qui est totalement inacceptable.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Il est toujours bon de remédier aux lacunes. J'ai omis de remercier le représentant de l'Irlande pour sa contribution, ce que je fais maintenant.

(Le Président)

L'Ambassadeur Khan avait cédé sa place sans pour autant renoncer à intervenir, je lui donne donc maintenant la parole.

M. KHAN (Pakistan) (parle en anglais): Monsieur le Président, j'accueille avec intérêt les interventions des représentants de la Nouvelle-Zélande, du Brésil et de l'Irlande. J'apprécie tout particulièrement le ton civil et courtois sur lequel les délégations néo-zélandaise et brésilienne ont exprimé leurs réserves. Je me félicite aussi de l'analyse extrêmement pointue faite par l'Ambassadeur du Brésil sur les points que j'ai soulevés, ainsi que des réponses qu'il y a apporté. La Nouvelle-Zélande a plaidé avec ardeur en faveur du commencement des travaux à la Conférence du désarmement, et nous pouvons partager pleinement ce sentiment.

Après avoir entendu les arguments et les réponses, mon sentiment est que j'ai été partiellement compris, et que les réponses de la Nouvelle-Zélande et du Brésil sont donc incomplètes. Nous ne sommes pas encore entrés dans le vif du débat sur la question, mais j'ai suivi avec intérêt les déclarations dans lesquelles la Nouvelle-Zélande et le Brésil ont présenté leurs vues et indiqué la solution qu'ils préféreraient. J'apprécie tout particulièrement l'offre faite par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande, et je puis assurer l'Ambassadeur du Brésil que le Pakistan a soigneusement pris note de ses observations sur le contenu du rapport qui sera rédigé par la Conférence du désarmement. Nous sommes bien sûr ouverts aux suggestions et nous pensons qu'il faut se garder de donner l'impression que la Conférence du désarmement devra repartir de zéro l'an prochain.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur Khan pour son intervention, et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Dayan Jayatilleka, représentant de Sri Lanka.

M. JAYATILLEKA (Sri Lanka) (parle en anglais): Monsieur le Président, si je souhaite m'associer à tous ceux qui ont remercié l'Ambassadrice Rocca, qui vous a précédé, pour avoir dirigé nos travaux de manière exemplaire tout au long de son mandat, je souhaite aussi me joindre à tous ceux qui, comme mon collègue l'Ambassadeur du Brésil, vous ont souhaité la bienvenue à la présidence de la Conférence. Sri Lanka tient dans la plus haute estime la République bolivarienne du Venezuela, pour sa hauteur de vue et le processus révolutionnaire qu'elle mène. Nous sommes également heureux que l'Amérique latine soit un véritable vivier créatif et constructif qui propose des solutions sociales et démocratiques nouvelles à la crise dans laquelle le monde se trouve. Ainsi, Sri Lanka est convaincue que, sous votre présidence, un esprit nouveau soufflera et de nouvelles perspectives s'ouvriront, et que vous saurez faire la synthèse des vues divergentes, parfois contradictoires, qu'il nous a été donné d'entendre dans cette enceinte, en particulier au sujet du programme de travail. Je vous adresse tous mes vœux de réussite et vous félicite pour votre accession à la présidence.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur Dayan Jayatilleka. Il semble qu'aucun autre orateur ne soit inscrit sur la liste. Pardonnez-moi, je n'avais pas vu que la République populaire de Chine souhaitait intervenir. Vous avez la parole.

M. WANG Qun (Chine) (parle en chinois): Avant toutes choses, j'aimerais féliciter l'Ambassadeur Hernández du Venezuela pour son accession à la présidence de la Conférence du désarmement. La Chine tient également à remercier l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique,

(M. Wang Qun, Chine)

M^{me} Rocca, qui l'a précédé, pour ce qu'elle a accompli, ainsi que tous les présidents qui l'ont précédée pour leurs efforts et leur contribution à la bonne marche de la Conférence.

Nous sommes également reconnaissants aux Ambassadeurs de France et de Finlande, qui nous quittent maintenant, pour le travail qu'ils ont réalisé à la Conférence. Nous avons pris note des déclarations importantes qu'ont faites les distingués Ambassadeurs du Pakistan, de la Nouvelle-Zélande et du Brésil, ainsi que d'autres délégations, au sujet des travaux de la Conférence. Elles comprenaient des éléments importants et la Chine compte bien les examiner avec une grande attention.

M'exprimant en mon nom propre, je dirai cependant que les déclarations que je viens d'entendre, en particulier celles du Pakistan et de la Nouvelle-Zélande, montrent que des divergences persistent au sein de la Conférence quant à la façon dont celle-ci doit poursuivre ses travaux. Ces divergences portent tant sur la procédure que sur le fond. Parallèlement toutefois, force est de constater que même si chacun a son propre point de vue, nous avons tous un but commun. Toutes les parties espèrent que la Conférence va avancer et qu'un nouvel élan sera imprimé à ses progrès. Ce qui importe maintenant c'est la façon de traiter les divergences au sein de la Conférence. Je crois que seul un dialogue constructif – et non la formulation de critiques – nous aidera à surmonter ces difficultés et à réduire les divergences au lieu de les aggraver. C'est la seule approche qui puisse nous aider à nous entendre sur un programme de travail aussi tôt que possible. Dans ces circonstances, toute mesure que nous prendrons devrait favoriser un consensus rapide sur le programme de travail. Ce faisant, le Règlement intérieur de la Conférence devrait être respecté. Comme toujours, la Chine est disposée à travailler avec toutes les parties concernées en vue de parvenir à l'objectif susmentionné.

Le PRÉSIDENT (parle en espagnol): Je remercie l'Ambassadeur WANG Qun pour son intervention et sa contribution aux travaux de la Conférence. Il semble qu'aucun autre orateur ne souhaite intervenir. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Cela ne semble pas être le cas. Nous concluons donc ainsi nos travaux de ce jour. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le 26 août prochain, à la même heure, et sera consacrée au projet de rapport de la Conférence sur l'année 2008.

La séance est levée à midi.